Dossier complet

Modèle proposition de projet

DEMANDE DE FINANCEMENT DE PROJET DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TRANSITIONNEL

NOM DU PROJET : CONSOLIDATION DE LA PAIX ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD (NIGER ET TCHAD)

MONTANT DEMANDÉ : 1 400 000 euros

DURÉE : 30 mois

DATE D'INTRODUCTION : 16/06/2018

1. Organisation

- Nom complet : Oxfam-Solidarité
- Abréviation : OSOL
- Statut juridique : ASBL
- Adresse officielle : Rue des Quatre-Vents 60, 1080 Bruxelles, Belgique
- Adresse pour la correspondance (si différente de l'adresse officielle) : /
- Représentant (nom et fonction) : Eva Smets (Directrice Générale)
- Site Internet : https://www.oxfamsol.be
- Personne de contact : Julien Gérard (Institutional Partnerships Manager)
- Téléphone : +32 (0)2 892 12 65
- GSM : /
- E-mail : julien.gerard@oxfam.org

2. Données bancaires

- Nom de la banque : CBC Banque SA
- Adresse de la banque : Grand Place 5, 1000 Bruxelles
- Numéro de compte / IBAN (UE): BE18 7320 3057 5865
- Titulaire : Oxfam-Solidarité
- BIC / SWIFT : CREGBEBB
- Référence à indiquer lors des paiements : INTDG199

3. Motivation basée sur le contexte (Pertinence)

La région du Lac Tchad, à l'interface entre 4 pays, a été, par le passé, une zone relativement stable et prospère, du fait de son emplacement stratégique, des ressources halieutiques importantes, de l'agriculture et de l'élevage. Ce potentiel a favorisé le développement de cultures irriguées assez rentables, notamment en bordure des fleuves avoisinants. A ces cultures irriguées s'ajoutent d'autres activités rurales sur le lit du lac comme les cultures de décrue (sorgho et maïs), l'élevage et la pêche dont dépendent la majeure partie des communautés locales. Cependant, depuis maintenant plusieurs décennies, sous l'effet croissant du réchauffement climatique avec une diminution de la pluviométrie et une démographie élevée, le Lac Tchad et ses affluents subissent un assèchement continu, se trouvant aujourd'hui à 60% de sa capacité initiale. Cet assèchement a un impact négatif sur les activités de pêche (et donc diminue d'autant plus la disponibilité de poisson/nutriments pour les populations), les possibilités d'abreuvement des animaux en transhumance et amène une augmentation de l'insécurité liée aux groupes rebelles. En revanche, cela permet tout de même de dégager des surfaces de terres arables et fertiles fortement valorisables pour la production végétale, notamment maraîchère ainsi que les pâturages.

C'est dans ce contexte, combiné à un manque d'investissements publics, que cette région fait face depuis de nombreuses années à l'insécurité grandissante, et notamment depuis 2014, au groupe terroriste Boko Haram, impactant fortement les populations locales et leurs activités économiques. Depuis 4 ans, cette situation a engendré le déplacement massif des populations entre le Niger et le Tchad ainsi qu'une grande insécurité dans la région. De part et d'autre de la frontière tchado-nigérienne, la situation sécuritaire s'est particulièrement aggravée en février 2015 suite à une recrudescence des attaques terroristes et la coupure de certains marchés. Cette situation a forcé les gouvernements respectifs à créer une force conjointe et instaurer l'état d'urgence dans la région du Lac (côté Tchad) et interdire la pêche, l'agriculture et l'élevage en bordure du lac Tchad (dans les 2 pays) et le long de la rivière Komadougou. Des milliers de civils ont ainsi dû quitter leurs foyers (plus de 250 000 civils déplacés dans la région de Diffa au Niger et 270 000 dans la région du Lac au Tchad depuis le début de la crise), les activités économiques (pêche, agriculture, élevage, commerce et transport) ont été largement perturbées et la vulnérabilité des populations accrue. Cette crise a exacerbé d'autres tensions sociales comme le banditisme armé et les conflits inter et intra-communautaires autour des questions d'accès et de contrôle des ressources naturelles. Comme le montre une étude d'OXFAM sur les moyens de subsistance dans le bassin du Lac Tchad (en annexe de la présente proposition)[1], cette situation exacerbe l'adoption de mécanismes de survie négatifs par les populations locales, notamment la réduction de la consommation de denrées alimentaires suivies par la réduction des soins, l'éducation et l'endettement... En outre, la région se caractérise par une population très jeune (environ 60% de moins de 20 ans) et majoritairement rurale (4 jeunes sur 5), pour laquelle le soutien est largement insuffisant. De fait, bien que cette jeunesse constitue un potentiel de main-d'œuvre et de croissance considérable, notamment dans le secteur agricole, celle-ci représente aussi un terreau fertile pour le recrutement de combattants pour Boko Haram.

Les femmes sont elles aussi particulièrement affectées par cette crise, tant sur le plan économique que social. En effet, au-delà des inégalités sociales persistantes (éducation, vie civique, pouvoir de décision, etc.), elles souffrent de la recrudescence de violences basées sur le genre (mariages précoces, prostitution forcée, enlèvements, meurtres, violences ciblées lors de déplacements, etc.) ainsi que des difficultés financières accrues dues à la perte de leur capital productif, la baisse de leurs activités commerciales et l'impossibilité d'accéder au crédit. Cela s'accompagne d'un taux de malnutrition aigüe de 13,9%, en augmentation par rapport à 2016 (11,4 %, source OCHA). Pourtant, la responsabilité des femmes dans la gestion des ménages est croissante car les hommes sont souvent visés par les violences et meurtres. Dans certaines zones du Lac, entre 20 et 50% des foyers sont désormais nourris et entièrement gérés par des femmes.

Une étude EMMA réalisée au Niger (zone de Diffa) par Oxfam en Octobre 2016 a permis d'identifier le fort impact de la crise récente sur les moyens d'existence des populations. En premier lieu, la perte des actifs de production et l'accès restreint au Lac touchent durement les activités de pêche, qui ont presque complètement cessé alors que celles-ci représentaient en moyenne 89 % des revenus totaux des familles. Les populations impactées sont majoritairement les jeunes qui se retrouvent sans emploi ni activité, essentiellement à cause de la fermeture des principaux marchés hebdomadaires et l'interdiction du transport en moto, limitant de fait les flux de personnes et de marchandises ainsi que l'accès aux sources de revenu. Les restrictions de mouvement, surtout avec le Nigéria, ont durement touché le commerce de bétail. Dans ce contexte de fortes restrictions de mouvements, il s'avère que l'activité la plus sûre redevient le petit commerce (54% pensent que c'est une solution viable). Aujourd'hui, certains marchés sont de nouveau ouverts, mais l'accès est difficile, les infrastructures (routes, électricité, stockage, etc.) détruites ou insuffisantes et les prix des denrées alimentaires de base ne sont pas à la portée des plus démunis (30% d'augmentation du prix des céréales en 2017). Au Niger, les autorités ont levé l'interdiction frappant la production de poivrons en octobre 2017 et réouvert la plupart des marchés dans la région de Diffa début février 2018. Au Tchad, des zones très restreintes du lac sont désormais ouvertes à la pêche (près des rives). Outre le manque d'accès aux marchés, celui aux services financiers s'est également restreint avec la crise et ressort, avec le manque de capital, comme une des causes majeures de blocage d'activité. A titre d'exemple, dans la zone de Diffa, le nombre d'organismes financiers est passé de 5 à 2. Du côté du Tchad, seules la Banque BSIC et une institution de microfinance Express Union sont présentes, assurant des prestations de service pour distribuer du cash.

[1] Note d'information « *Soutenir les moyens de subsistance dans le bassin du Lac Tchad* », OXFAM, Mars 2018

La détérioration de la sécurité alimentaire dans les mois à venir, surtout pendant la période chronique de soudure, conforte la nécessité de compléter l'aide humanitaire par des actions plus structurelles. A titre d'exemple, une crise alimentaire majeure a été évitée de peu dans cette zone, notamment dans le Nord-Est du Nigeria en 2017 grâce aux financements humanitaires importants (70 % du HIP 2017 financé au Nigeria) mais un tel niveau d'assistance humanitaire sera difficile à maintenir en 2018 et dans les années à venir. De fait, un travail complémentaire et de fond sur le développement de la production et des marchés locaux ainsi que de moyens d'existence résilients paraît indispensable pour résoudre cette crise de manière durable. Pour cela, bien que ces structures doivent être renforcées et améliorées dans les deux pays, les comités locaux de suivi de la vulnérabilité et d'alerte précoce représentent un levier d'action clé afin de protéger et anticiper d'éventuels problèmes pouvant affecter certains marchés et moyens d'existence. Dans cette dynamique de « nexus humanitaire – développement », des initiatives existent au niveau des deux pays pour améliorer la coordination et la planification. Enfin, le soutien à la résilience et au relèvement rapide dans le HIP 2018 a été placé en 3^{e} position de ses objectifs afin d'assurer une analyse, planification et programmation communes ainsi qu'une plateforme coordonnée pour la fourniture de l'aide humanitaire et en faveur du développement.

C'est dans cette situation socio-économique durablement fragilisée que s'inscrit l'action proposée par Oxfam. Celle-ci contribuera d'une part à réduire la vulnérabilité des groupes les plus affectés par cette crise et d'autre part permettre de s'attaquer aux causes structurelles de vulnérabilité. Il s'agira de restaurer l'accès aux ressources pour recréer les moyens d'existence, orienter et accompagner les jeunes exploitant(e)s vers une agriculture plus adaptée et résiliente aux changements climatiques et de soutenir parallèlement des actions collectives en faveur de la protection de l'environnement et de lutte contre l'ensablement du lac Tchad et ses affluents. Les actions de ce projet seront également guidées par d'autres aspects contextuels notamment les besoins sociaux et économiques des bénéficiaires, dont l'employabilité et l'autonomisation des jeunes femmes et hommes (15-35 ans) à travers la création d'opportunités économiques, des actions de prévention des risques, de gestion des conflits et de renforcement de la cohésion sociale. Ainsi, cette proposition d'action régionale, alignée avec la stratégie d'Oxfam et complémentaire aux actions humanitaires en cours, s'articulera autour des quatre axes d'intervention suivants :

1. Renforcer les capacités en entrepreneuriat semi-urbain et rural, en lien avec les opportunités des marchés locaux ;
2. Appuyer le développement d'initiatives pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et revenus pour les jeunes ;
3. Appuyer la mise en place de mécanismes locaux de prévention de conflits et de consolidation de la paix ;
4. Promouvoir et appuyer les initiatives communautaires de réduction de risques et catastrophes (DRR).

4. **Objectifs** (Efficacité)

Objectif général : Contribuer à la résilience des jeunes femmes et hommes affectés par la crise du bassin du Lac Tchad

Objectif spécifique 1 : Renforcer le pouvoir socio-économique et la sécurité alimentaire des jeunes femmes et hommes (15-35 ans) des zones transfrontalières du Tchad et du Niger

Objectif spécifique 2 : Promouvoir la paix et la cohésion sociale dans les zones transfrontalières du Tchad et du Niger

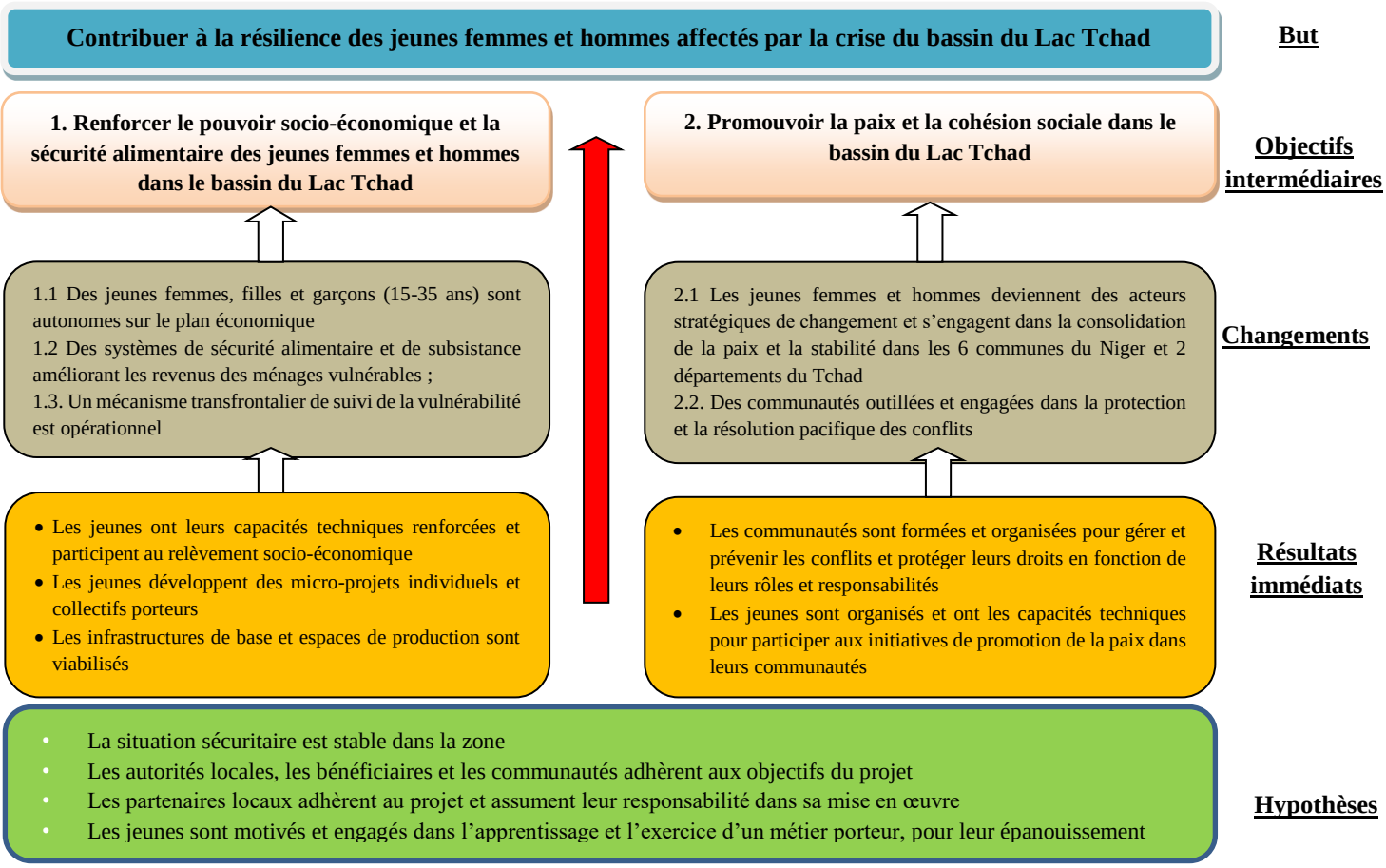
Contribution aux objectifs de développement durable : La présente proposition, axée sur une approche systémique et complémentaire aux actions humanitaires, impliquant un travail approfondi sur les causes des vulnérabilités, contribuera aux ODD n°1 (Pas de pauvreté), n°2 (Faim zéro) et n°8 (Travail décent et croissance économique).

Groupes cibles (nombre et type) : Le projet interviendra dans les zones suivantes : les communes de Diffa, Mainé Soroa, Kablewa, N'Guigmi et Toumour (région de Diffa) au Niger et les départements de Kaya et Fouli (région du Lac) au Tchad. Au total, le projet bénéficiera à 2 500 (1 500 au Tchad et 1 000 au Niger, dont 60% de femmes au total) jeunes femmes et hommes entre 15 et 35 ans - dont 2 030 individus directs et près de 470 bénéficiaires à travers des organisations telles que les Groupements d'Intérêt Économiques (GIE), les associations et les communes -, déplacé(e)s internes, retourné(e)s, réfugié(e)s et autochtones sans emplois et motivés d'apprendre un métier porteur et innovant pour accroître leur autonomie et la résilience communautaire. Le nombre de bénéficiaires est ventilé de la façon suivante :

Niger	Tchad
- **150** jeunes (90 femmes et 60 hommes) → formation et dotation en matériel /intrants + support GIE - **650** jeunes vont bénéficier des activités à haute intensité de main d'œuvre pour la réhabilitation des espaces et ressources dégradées (CFW) ; - **10** associations existantes (soit **200** personnes) bénéficieront de renforcement des capacités en vie associative et en promotion de la paix	- **20** groupes de jeunes constitués en GIE (10 personnes par groupe) bénéficieront de renforcement de capacités et d'intrants ; - **30** initiatives individuelles menés par des jeunes H/F sans ressources financières) → production, transformation et commercialisation ; - **1 000** jeunes (H/F) sans qualification spécifique bénéficieront d'activités communautaires, à haute intensité de main d'œuvre (CFW) ; - **15** associations bénéficieront d'un renforcement de capacités en vie associative et en gestion de groupe (**270** personnes)
NB. Les communautés urbaines et rurales bénéficieront de séances de sensibilisation à la promotion de la paix et la stabilité.	

5. Activités et stratégies (Efficience)

5.1. Stratégies développées



5.2. Activités prévues par résultat

R1. 2 500 jeunes (dont 60% de femmes) améliorent leur autonomie socio-économique, leur sécurité alimentaire et auront des capacités renforcées

A1.1. Études de marché et prospection pour le choix des filières porteuses : Cette activité va permettre de faire une analyse de la situation économique de la zone incluant le fonctionnement des marchés, et surtout d'identifier les filières porteuses pour les femmes et les jeunes. Il s'agira pour l'équipe du projet d'élaborer les termes de référence détaillés et de recruter et coordonner un consultant par pays. Les résultats qui seront issus de cette étude aideront à porter à la connaissance des jeunes les atouts et les risques potentiels liés à chaque type d'activités qu'ils pourraient choisir au regard du contexte.

A1.2. Analyse participative du volume et de la répartition des tâches non rémunérées et informelles des femmes : Afin d'assurer une efficacité maximale des activités proposées aux femmes et d'éviter une surcharge de travail qui pourrait être nocive, Oxfam va mettre en place un processus d'analyse participative et de changement sur le volume et la distribution des tâches non rémunérées et informelles des femmes au sein de chaque ménage visé. Pour cela, Oxfam a développé une

méthodologie appelée « Rapid Care Analysis » (RCA) qui consiste essentiellement en un atelier de travail participatif de 3-4 jours, rassemblant à la fois les femmes et les hommes ciblés.

A1.3. Élaboration d'un guide d'appel à projets avec les autorités, communautés locales et services techniques : Le projet financera des micro-projets individuels et collectifs pour lesquels il sera judicieux de disposer dès le départ d'un guide d'appel à propositions, clair, pédagogique et à la portée du plus grand nombre. Les guides seront élaborés par pays à travers une démarche inclusive qui impliquera les communautés locales, les services techniques et les autorités ainsi que les IMF voire d'autres opérateurs privés potentiels acteurs du projet. Cette élaboration se fera par l'équipe du projet.

A1.4. Identification individuelle des jeunes filles et garçons avec l'aide des associations de jeunes et de femmes : Environ 2 500 jeunes filles et garçons bénéficieront des actions du projet, individuellement ou collectivement. Les bénéficiaires individuels seront identifiés en étroite collaboration avec les associations de jeunes et de femmes. Des avis consultatifs et techniques des acteurs locaux seront recueillis dans ce processus d'identification. Ici aussi, la démarche sera participative et basée sur des critères de sélection en faveur du succès des entreprises créées. Le dynamisme des candidats, leur motivation et intérêt à l'innovation et à la création de structures autonomes seront des critères à prendre en compte.

A1.5. Formation professionnelle et technique des jeunes sur l'entreprenariat et la filière choisie : Aux jeunes filles et garçons sélectionnés pour bénéficier des appuis du projet seront offerts des formations professionnelles (gestion, comptabilité, marketing, etc.) et techniques en adéquation avec leur choix de filière ou de projet. L'université de Diffa (ci-après UD), qui sera partenaire du projet pour cet accompagnement des jeunes, dispose déjà d'un incubateur de projets agroécologiques. Ils accompagnent les jeunes de la région dans la création et la promotion d'entreprises, surtout agro-sylvo-pastorales et halieutiques, offrant notamment des formations et des sessions de valorisation du savoir-faire local. Au Tchad, OXFAM va travailler essentiellement avec le Fonds d'Appui à la Jeunesse (FONAJ) et la FINADEV[2].

A1.6. Financement de 180 projets individuels pour les jeunes femmes et hommes : Le projet financera des micro-projets individuels, conformément aux instructions du guide d'appel à propositions, et retenus par le comité en charge de la sélection, dont la composition sera également mentionnée dans le guide. 180 projets individuels (150 au Niger et 30 au Tchad) seront ainsi sélectionnés pour bénéficier d'un financement. Au Tchad, il s'agira d'une subvention de 500 00 FCFA par micro-projet, décaissable en 2 tranches, dont la 2e sous conditions de bonne gestion. Dans chaque pays, OXFAM signera une convention de partenariat avec une institution de microfinance[3] pour gérer la totalité du financement des micro-projets. Le partenariat avec l'institution financière aura aussi pour but d'appuyer fortement l'octroi de crédits, avec des conditions financières préférentielles, grâce à une amélioration de la solvabilité des porteurs de projets et un appui aux capacités de gestion.

A1.7. Subvention de 20 projets collectifs pour les jeunes femmes et hommes (Tchad) : Le projet apportera également des subventions pour appuyer le déploiement de projets collectifs pour lesquels des particularités et/ou spécificités seront définies dans le guide d'appel à proposition. Il s'agira de projets d'intérêt collectif[4], à haut potentiel de développement et qui vont concourir à la cohésion sociale et la culture de la paix et la vie associative dans les communautés. La sélection des activités à soutenir sera réalisée par un Comité communal inclusif d'analyse et de sélection qui sera mis en place en étroite concertation avec les acteurs impliqués dans le projet. Le financement prévu sera en moyenne de 200 000 FCFA par groupe de 10 jeunes/femmes, décaissable en 2 tranches, dont la 2e sous conditions de bonne gestion.

A1.8. Appui technique, coaching et accompagnement des jeunes tout au long du projet : Après les différentes formations et l'obtention des subventions et crédits, les femmes et jeunes bénéficiaires du projet seront appuyés techniquement aussi bien par l'équipe d'encadrement du projet que par les services techniques publics et les centres de formation partenaires. Il s'agira d'accompagner les jeunes promoteurs en leur apportant le soutien technique permanent dont ils ont besoin pour acquérir le savoir-faire dans la conduite de leurs activités de production, de transformation ou de commercialisation des produits. Un comité de suivi (OXFAM, partenaire de mise en œuvre, autorités communales, services techniques

[2] Structure d'accompagnement et de développement financier

[3] Pour le Niger, le partenariat se fera avec l'IMF N'gada, la plus présente dans la zone. Au Tchad, ce sera avec Express Union, partenaire depuis 2017.

[4] Par exemple, les projets à financer pourront concerner : (i) une opération d'aménagement ou d'équipement d'un ouvrage communautaire ; (ii) le fonctionnement d'un service public ; (iii) l'accueil et le logement des personnes déplacées, des retournés et/ou des réfugiés ; (iv) la protection du patrimoine naturel ou culturel, (v) la prévention des risques à l'inondation, le désensablement, etc.

déconcentrés) sera mis en place pour effectuer au minimum des missions trimestrielles de suivi des activités des jeunes. Ces missions permettront de suivre l'évolution des projets, de conseil, de faire des rappels de formation, etc.

R2. Les organisations communautaires et économiques sont renforcées afin d'améliorer la prévention des risques et l'accès aux marchés alimentaires locaux, de part et d'autre de la frontière

A2.1. Réhabilitation des infrastructures de base (points d'eau d'irrigation, marchés) – Niger : Etant donné les nombreux dégâts matériels et des infrastructures liés au conflit, le projet va procéder à l'identification et la priorisation d'une dizaine d'infrastructures indispensables aux activités de production et de commercialisation. Ces infrastructures pourront être par exemple des seuils d'épandage pour la recharge de la nappe, des puits pastoraux ou des marchés à bétail.

A2.2. Identification des activités clés et soutien financier aux activités de production, commercialisation et transformation (PCT) – Tchad : Le projet, à travers le diagnostic initial, identifiera les activités clés qui, une fois relancées, peuvent permettre une résilience rapide des communautés. Ces activités (soit de production, de transformation, de conservation ou de commercialisation) seront appuyées et financées par le projet. Ici aussi, un comité communal sera mis en place pour procéder à la sélection des activités à financer. Les bénéficiaires de cette activité seront des jeunes structurés en groupement d'intérêt économique (GIE) formalisés pour la promotion de petites entreprises rurales. Le projet appuiera l'octroi de microcrédits à 20 GIE suivant les mêmes modalités que les micro-projets individuels.

A2.3. Appui en intrants agropastoraux et accompagnement / suivi technique – Niger : Les jeunes hommes et filles qui s'engageront à mener des activités de production agropastorale seront accompagnés dans la conduite de ces activités. Cet accompagnement pourra être la réalisation de petits périmètres (jardins) irrigués pour les cultures maraîchères, la distribution de semences, des outils et matériels, des intrants zootechniques, etc. Cet appui va particulièrement concerner les bénéficiaires du projet qui n'ont pas été sélectionnés pour recevoir les subventions, mais qui s'adonnent à des activités de production agropastorale. Les appuis à apporter seront aussi bien en intrants qu'en accompagnement technique.

A2.4. Accompagnement / facilitation des relations entre les bénéficiaires des PCT et autres acteurs d'intérêt via le renforcement des GIE - Tchad : Pour permettre aux bénéficiaires de mener à bien leurs activités de production, de transformation et de commercialisation et de tirer un meilleur avantage de leurs activités économiques, le projet visera à les mettre en relation avec d'autres acteurs (commerçants acheteurs de produits, transporteurs, restaurateurs, industries agroalimentaires) qui interviennent en amont ou en aval de leurs activités. Ils bénéficieront également de formations managériales, incluant notamment la gestion (financière) de microentreprises, le marketing, etc.

A2.5. Protection et/ou restauration des espaces agropastoraux dégradés via le Cash For Work : Cette activité de CFW permet à la fois aux jeunes et femmes sans qualification et appartenant à des ménages vulnérables d'accéder à un revenu et de contribuer à améliorer les potentialités en espaces utiles pour les productions agro-sylvo-pastorales. Les travaux de Conservation des Eaux du Sol et de Défense, Restauration des Sols (CES/DRS) à réaliser dans les deux pays, seront discutés avec les communautés locales et les services techniques. Parmi les actions possibles figurent la fixation des dunes, les demi-lunes, seuil d'épandage, lutte contre l'ensablement des cours d'eau ou encore l'assainissement communautaire.

A2.6. Appui aux systèmes d'alerte précoce et renforcement de la coordination avec les autorités publiques : Le projet va appuyer les structures départementales et communales de systèmes d'alerte là où elles existent et contribuer à leur mise en place là où elles n'existent pas. Ainsi, des structures comme les CSR/PGCA[5] au Niger et les SISAAP[6] au Tchad bénéficieront d'appui tant en matériel qu'en renforcement de capacités et moyens de fonctionnement, afin de leur permettre d'améliorer leurs capacités de suivi de la vulnérabilité. En plus de cet appui, OXFAM renforcera son dispositif de suivi de la situation alimentaire, nutritionnelle, épidémiologique dans la zone d'intervention du projet.

R3. Les jeunes femmes et hommes deviennent des acteurs stratégiques de changement et s'engagent dans la consolidation de la paix et la stabilité de la zone

A3.1. Analyse participative des risques et vulnérabilités pour une meilleure justice de genre & résilience : Afin de compléter les nombreuses analyses de contexte faites par OXFAM et ses partenaires, l'équipe du projet va mettre en place un processus participatif et inclusif (durant environ 3 mois, avec un atelier de travail de 3-4 jours) pour mesurer les risques et vulnérabilités ressentis par l'ensemble des acteurs locaux, à commencer par les plus vulnérables/femmes. L'objectif ici est

[5] CSR/PGCA = Comité Sous Régional (ou départemental) / Prévention et Gestion des Crises Alimentaires
[6] SISAAP = Système de Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce

de mieux comprendre les causes structurelles de vulnérabilité et ses liens de causalité ainsi qu'élaborer un plan d'action pour améliorer la justice de genre et les capacités de résilience. Pour cela, OXFAM a développé une méthodologie, appelée « Vulnerability & Risk Assessment » (VRA), qui a déjà fait ses preuves dans de nombreux pays du Sud. Ce processus va ainsi permettre de nourrir le résultat 3 sur la cohésion sociale ainsi qu'affiner l'accompagnement des porteurs de projets.

A3.2. Renforcement des capacités et sensibilisation des acteurs locaux sur la gestion non violente des conflits : OXFAM et ses organisations partenaires[7] organiseront des formations conjointes avec les autorités locales afin de renforcer la participation des jeunes femmes et hommes dans les instances décisionnelles et la consolidation de la paix. Il sera ainsi organisé un atelier de sensibilisation multi-acteurs sur "la gestion inclusive de la sécurité dans le Bassin du Lac Tchad : place et rôles des différents acteurs" ; puis, un atelier de formation sur "la gouvernance concertée des ressources naturelles et la gestion non violente des conflits". Enfin, le projet organisera une formation destinée aux associations des jeunes de toutes les localités cibles sur "la vie associative et l'engagement volontaire des jeunes dans les actions communautaires".

A3.3. Mise en place de cadres de concertation des jeunes pour la paix, la cohabitation pacifique et la conscientisation à la citoyenneté active : Cette activité va consister à renforcer ou mettre en place des cadres de concertation des jeunes pour la paix, à l'image des cadres mis en place dans le cadre d'un autre projet financé par SIDA qu'OXFAM met en œuvre au Tchad (Cf. point 6). Dans cette perspective, le projet appuiera la mise en place, dans chaque pays, d'un cadre de concertation des jeunes pour la paix. Chaque cadre installé bénéficiera d'un renforcement des capacités pour l'élaboration d'un plan d'actions, incluant des activités prioritaires sur la promotion des valeurs de la citoyenneté active, la coexistence pacifique intercommunautaire et la culture de la paix. Le projet facilitera la connexion entre les deux cadres, à travers l'appui à la mise en place d'un réseau des jeunes du Bassin de Lac Tchad pour la Citoyenneté Active et la Paix (REJEBLAT/CAP) qui sera une plate-forme d'échange et de partage d'expériences entre les jeunes des pays du bassin du lac Tchad.

A3.4. Organisation de séances publiques de sensibilisation sur la cohabitation et la coexistence pacifique : Arrimée aux grands objectifs d'OXFAM pour la justice sociale, l'égalité et les droits humains, la « théorie du changement en participation et leadership des jeunes » a pour objectif la création de changements positifs et durables par des groupes de jeunes et de femmes. Elle vise globalement à utiliser des moyens attractifs et culturels pour diffuser des messages sur la cohabitation et la coexistence pacifique. OXFAM et les ONG partenaires mettront ainsi l'accent sur (i) l'organisation de journées culturelles de sensibilisation sur la cohabitation pacifique à travers la mise en scène par des troupes théâtrales ; (ii) l'organisation de caravanes de sensibilisation pour faire passer des messages clés pour la paix.

A3.5. Plaidoyer conjoint avec les associations de jeunes pour la révision des mesures restrictives compromettant l'accès aux moyens d'existence : Dans le cadre de la réponse pour la région du Lac Tchad, OXFAM a travaillé à la mise en place d'une plateforme de plaidoyer humanitaire comprenant les ONG internationales, nationales et associations de jeunes dans cette région. Il s'agit ainsi d'une stratégie commune de plaidoyer qui encourage les approches et synergies novatrices, bâtie sur des objectifs dont le principal est « Améliorer la sécurité et la dignité des populations vulnérables et affectées par la crise, à travers la documentation et la prise en compte de l'autopromotion des jeunes et des femmes ». Dans cette perspective, le projet organisera un forum des jeunes qui permettra de déterminer les points essentiels de plaidoyer à explorer et activités à mettre en œuvre.

5.3. Capacités organisationnelles d'OXFAM

OXFAM a de grandes capacités de réponse aux crises humanitaires (58 300 personnes assistées en 2017 dans la région du Lac au Tchad) et à mener des actions de résilience, réhabilitation, réconciliation et consolidation de la paix dans les deux pays concernés. OXFAM dispose de bases opérationnelles dans les zones ciblées, principalement à Bagasola (en charge des départements de Fouli et Kaya) au Tchad et à Diffa (en charge de toute la région) au Niger. Ces bases « terrain » sont animées par du personnel expérimenté et sont supportées techniquement par les bureaux centraux pays au niveau de N'Djamena et Niamey. Enfin, ce projet va être co-piloté par une unité de gestion (incluant les deux managers de programmes nationaux, un responsable de la plateforme régionale et un responsable d'OSOL) ainsi qu'un coordinateur régional, basé à N'Djamena, qui fera le suivi opérationnel et MEAL du projet (Cf. budget du projet).

[7] SOS civisme, SOLIDARITES Régional, Cadre de Collaboration et de Dialogue entre les Organisations Paysannes-CCD-OP, les troupes CHAWA et la Troupe MIROIR

5.4. Chronogramme de mise en œuvre des activités

Activités	An 1- 2019												An 2- 2020												An 3- 2021					
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J
Mise en place des unités de gestion du projet																														
Etudes de Référence (baseline studies)																														
A1.1. Études de marché et prospection filières																														
A1.2. Analyse participative du volume et de la répartition des tâches non rémunérées des femmes																														
A1.3. Élaboration de guide d'appel à projets																														
A1.4. Identification individuelle des bénéficiaires																														
A1.5. Formation professionnelle et technique des jeunes sur l'entreprenariat et la filière choisie																														
A1.6. Subvention de 180 projets individuels																														
A1.7. Subvention de 20 projets collectifs																														
A1.8. Appui technique, coaching et accompagnement des jeunes tout au long du projet																														
A2.1. Réhabilitation des infrastructures de base																														
A2.2. Identification des activités /gaps clés et soutien financier aux activités de production, commercialisation et transformation (PCT) - Tchad																														
A2.3. Appui en intrants agropastoraux et accompagnement/suivi technique																														
A2.4 Accompagnement /facilitation des relations entre les bénéficiaires des PCT et autres acteurs d'intérêt via le renforcement des GIE -Tchad																														
A2.5. Protection et /ou restauration des espaces agropastoraux dégradés via le Cash for Work																														
A2.6. Appui aux SAP et renforcement de la coordination avec les autorités publiques																														
A3.1. Analyse participative des risques et vulnérabilités pour améliorer la résilience																														
A3.2. Renforcement des capacités et sensibilisation des acteurs locaux sur la gestion non violente																														
A3.3. Mise en place de cadres de concertation des jeunes pour la paix et la citoyenneté active																														
A3.4/3.5. Plaidoyer conjoint avec les associations de jeunes pour la révision des mesures restrictives																														
Evaluation finale																														
Audit, rapports finaux & clôture																														

6. Partenaires (Synergie et complémentarité)

Synergies avec les autres projets/initiatives : OXFAM met en œuvre dans cette zone, de part et d'autre de la frontière, à la fois des programmes d'urgence, d'aide humanitaire et de résilience, en accord avec les plans nationaux de sortie de crise comme le plan de la HACP[8] au Niger et le HRP/HNO[9] au Niger et au Tchad. Le projet viendra nourrir et se conduira en synergie avec d'autres actions d'OXFAM, ciblées notamment sur la réhabilitation et l'opérationnalisation du « Nexus Humanitaire – Développement », à savoir : le projet de renforcement du dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri, et Zinder mené par OXFAM/Save the Children et financé par ECHO ; le projet « Emploi, résilience et cohésion sociale dans la bande sahélienne et la zone du Lac Tchad » mis en place au Tchad par le consortium OXFAM (lead), ACF et CARE sur 4 ans (incluant de nombreuses études, recherches et apprentissage sur la construction de la résilience dans les zones de crise prolongée) ; et le projet « Support coverage of basic needs, stabilisation, rebuilding livelihoods and capacity building in host communities, returning and displaced people, impacted by the Boko

[8] Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
[9] HRP/HNO Humanitarian Response Plan / Humanitarian Needs Overview

Haram crisis and other aggravating factors in the Lake Chad region » financé par SIDA au Tchad dans la région du Lac. Par ailleurs, le projet proposé ici s'appuiera sur les résultats obtenus dans le cadre des actions humanitaires récentes ou en cours telles que financées par le consortium belge 12 – 12 (EFSVL, WASH, Protection) sur 8 mois ou la coopération allemande sur le renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence sur 18 mois. Une collaboration particulière et un apprentissage conjoint seront aussi mis en place avec le Projet de Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad (RESILAC) financé par le Fond Fiduciaire de l'UE qui sera coordonné par l'AFD et exécuté, sur 5 ans, par le consortium ACF, CARE et URD.

Partenariats : Ce projet va s'appuyer fortement sur les acteurs locaux afin de bénéficiaire de leur connaissance du contexte, transférer des compétences et durabiliser l'action au maximum. Au niveau de chaque région, en plus des autorités locales et services publics/techniques, OXFAM va ainsi travailler avec les partenaires suivants :

- **Au Niger** : (1) l'Université de Diffa pour la formation et l'accompagnement des porteurs de projets grâce à leur incubateur agroécologique et de promotion de la paix (IAPP) soutenu par l'USAID ; (2) l'ONG locale SOS civisme qui développe et met en œuvre des activités de sensibilisation, d'animation et de plaidoyer pour le maintien de la paix ; (3) l'IMF N'Gada, la plus présente et solide de la région de Diffa ainsi que le Cadre de Collaboration et de Dialogue entre les Organisations Paysannes-CCD-OP, la Troupe CHAWA et la Troupe MIROIR pour les activités liées au R3.
- **Au Tchad** : (1) l'ONG locale Solidarités Régional qui travaille avec les organisations et structures de jeunes et met en œuvre des projets dans la zone. Ce dernier sera en charge de la mise en œuvre directe de certaines activités sur le terrain (identification, animation, sensibilisation, organisation des formations, participation au suivi du projet) ; (2) l'IMF Express Union, partenaire d'OXFAM depuis 2017, pour les activités « cash » mis en œuvre dans trois régions du pays.

7. Impact et durabilité

Considérant que l'action envisagée est une initiative transitionnelle de sortie de crise, son impact sera recherché au niveau de sa capacité de permettre aux bénéficiaires directs comme indirects d'accéder à des moyens de subsistance leur permettant de mener des activités économiques porteuses et soutenables. La réalisation d'études de marchés et l'identification préalable des filières porteuses constituent une base importante pour l'impact du projet. En effet, la mise en œuvre de ce projet s'inscrit dans une logique de développement résilient, en complément avec les actions humanitaires en cours, consistant à financer des micro-projets bien conçus, les plus autonomes possibles et dont les promoteurs/ses bénéficient d'un accompagnement technique de proximité et personnalisé. La durabilité économique sera garantie grâce à l'accompagnement continu des micro-projets visant leur succès économique et la pérennité des autres activités non lucratives financées par le projet. OXFAM apportera aux organisations locales le renforcement de capacités nécessaire en ressources humaines, logistique et gestion financière selon les pratiques et respect des procédures en vigueur. Sur le plan technique, l'accent sera mis sur les activités d'information, de sensibilisation et de formation, de coaching des bénéficiaires afin de leur permettre de s'approprier les actions. Pour assurer la pérennisation des acquis et assurer la continuité des financements des très petites entreprises de jeunes, les communes seront impliquées et responsabilisées dans la gestion des lignes de crédit au niveau des IMF et banques. Cela permettra aux communes, en collaboration avec ces institutions financières, de soutenir davantage d'autres jeunes, car cela s'inscrit dans les plans de développement des communes.

8. Visibilité du donateur

Le projet va mettre un accent particulier sur la visibilité du donateur, celle du projet et de tous les partenaires de mise en œuvre. Toutes les opportunités seront saisies pour parvenir aux objectifs de visibilité fixés au démarrage du projet, notamment les campagnes de communication et sensibilisation et les ateliers ou rencontres qui seront organisées tant au niveau régional que local. Les symboles et logos du donateur (DGD), du maître d'ouvrage (OXFAM) et des partenaires d'exécution seront également rendus visibles durant les différentes étapes de mise en œuvre du projet. Il s'agira d'installer des pancartes indicatives au niveau des infrastructures réhabilitées, d'utiliser des autocollants pour le matériel, les véhicules, etc., de diffuser des documents synthétiques (faits et chiffres) sur le projet, d'utiliser des bannières et roll-up lors des formations et évènements de sensibilisation et d'utiliser des kits individuels de visibilité pour les équipes du projet (sac à dos, t-shirt, casquettes, gilets, etc.). Enfin, OXFAM veillera à donner une visibilité au projet en Belgique à travers sa newsletter, site internet et médias sociaux.

9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)

9.1. Aperçu opérationnel de l'action : Cadre Logique

Objectif Général : Contribuer à la résilience des jeunes femmes et hommes affectés par la crise du bassin du Lac Tchad					
Logique d'intervention	**Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)**	**Valeurs de base**	**Valeurs cibles**	**Sources de vérification**	**Hypothèses / Risques**
OS1. Renforcer le pouvoir socio-économique et la sécurité alimentaire des jeunes femmes et hommes dans les zones transfrontalières du Tchad et du Niger, grâce à un accès accru et sécurisé à des sources de revenus durables et à la sécurité alimentaire **OS2.** Promouvoir la paix et la cohésion sociale dans le bassin du Lac Tchad	• Au moins 70% des activités économiques financées sont rentables ou durables • Au moins 90% des ménages bénéficiaires couvrent leurs besoins alimentaires • % de femmes et d'hommes qui affirment une amélioration de la cohabitation pacifique dans la zone	Baseline Baseline Baseline	70 90 95	• Etude situation de référence (baseline studies) • Enquêtes périodiques sur la situation alimentaire • Rapports d'activités des partenaires d'Oxfam • Evaluation post distribution (PDM) • Evaluation finale • Rapport de capitalisation et de leçons apprises	**Hypothèses** • Situation sécuritaire améliorée / sortie de l'état d'urgence • Situation du lac et ses affluents (tarissement) • Absence de chocs externes (climatique, politique, sécuritaire, etc.) • Absence de tensions intra et intercommunautaires et/ conflit entre les groupes armés • Mobilisation et implication des acteurs
R1. 2 500 jeunes (60% de femmes et 40% d'hommes) améliorent leur autonomie socio-économique et auront des capacités renforcées	• % d'activités économiques financées qui sont fonctionnelles • % de femmes trouvant que leur autonomisation économique et leur bien-être se sont améliorés • % de jeunes filles bénéficiaires du projet qui ont amélioré leur revenu • % de jeunes hommes bénéficiaires du projet qui ont amélioré leur revenu	Baseline Baseline Baseline Baseline	85 80 70 70	• Rapport d'activités • Liste désagrégée des jeunes bénéficiaires du Projet • Liste désagrégée des distributions • Rapport de formation	
R2. Les organisations communautaires et économiques sont renforcées afin d'améliorer l'accès aux marchés alimentaires locaux et la prévention des risques d'insécurité alimentaire de part et d'autre de la frontière	• % des jeunes hommes /jeunes femmes bénéficiaires qui sont membres des GIE/structures communautaires de base • Au moins 80% des GIE /Organisation Communautaire de Base (OCB) mis en place sont opérationnels • % de GIE/OCB de jeunes femmes et hommes ayant augmenté leur chiffre d'affaire d'au moins 30% • Nombre de ménages ayant accédé à un revenu temporaire - CFW • Nombre de bulletins de suivi de la vulnérabilité et d'ateliers de présentation des résultats produits	Baseline 10 Baseline Baseline Baseline	80 80 80 1 650 8	• Rapport d'activités • Diagnostic du fonctionnement des GIE/OCB • Rapport périodique sur les situations de vulnérabilités et de risques	**Risques** • Insécurité dans la zone d'intervention • Inaccessibilité du lit du lac aux • Détournement de l'aide à des fins politiques ou personnelles • Inaccessibilité des marchés • Insuffisante mobilisation des populations et autres acteurs
R3. Les jeunes femmes et hommes deviennent des acteurs stratégiques de changement et s'engagent pour la paix et la stabilité	• % des jeunes participant à la consolidation de la paix • Au moins 10 % des jeunes bénéficiaires qui participent aux activités du projet sont devenus des leaders actifs • Nombre d'actions de plaidoyer et de mesures prises au niveau national/local par les autorités pour favoriser l'accès des jeunes aux moyens d'existence et à la paix	Baseline Baseline Baseline	80 10 2	• Rapport d'activités de sensibilisation /plaidoyer menées pour la consolidation de la paix • Liste désagrégée des jeunes leaders identifiés	

9.2. Mécanismes de suivi & évaluation du projet

Le suivi et évaluation du projet sera développé en respectant les standards d'OXFAM pour les programmes et projets de manière à s'assurer d'une bonne mise en œuvre des activités du projet par les équipes de terrain. Les équipes de suivi et d'évaluation au niveau du pays (tant au niveau des coordinations nationales Niamey et N'Djamena, qu'au niveau du terrain) assureront ce rôle. Outre les activités de collectes de données au niveau des pays, les deux équipes pays et la plate-forme régionale d'OXFAM interagiront de manière dynamique via la création de mécanismes d'échanges et l'organisation d'activités conjointes : suivi-évaluation (incluant (1) une analyse de référence, (2) une évaluation à mi-parcours, (3) une évaluation finale qui mesurera les effets directs/indirects du projet et le niveau de satisfaction des bénéficiaires, (4) des missions de suivi pour garantir l'assurance qualité de la mise en œuvre des activités), analyse des données, réflexions biannuelles sur l'avancée et l'impact du projet, apprentissage mutuel et partage d'expériences (études de cas, capitalisation conjointe, etc.). Selon une approche participative, des bénéficiaires du projet - identifiés comme des leaders de la résilience - seront invités à partager et promouvoir les bonnes pratiques (ex : forum annuel d'échange entre des jeunes des deux pays).

9.3. Analyse des risques

Risques	Probabilité	Impact	Mesures de mitigation
Déstabilisation de la situation sécuritaire	Moyenne	Haut	Coordination avec les acteurs locaux, plan de sécurité, briefing des RH, suivi des déplacements, veille sécuritaire
Restriction de l´accessibilité à la zone d´intervention	Faible	Haut	Suspension temporaire des activités et analyse de la situation pour prendre les bonnes décisions
Mauvaise utilisation de la subvention par les jeunes bénéficiaires	Moyenne	Haut	Sensibilisation des jeunes sur mécanismes d'octroi des subventions et mise en place d'un mécanisme de monitoring
Inflation des prix des denrées	Faible	Moyen	Suivi régulier des marchés (prix et disponibilités produits)
Catastrophe naturelle ou sanitaire	Faible	Haut	Suivi de l´évolution du contexte sanitaire & coordination
Désistement du partenaire local	Faible	Moyen	Reprise des activités par Oxfam
Refus des communautés et autorités d'adhérer aux objectifs du projet	Faible	Haut	Implication active des communautés et autorités dans toutes les phases du projet
Remous sociaux, déstabilisation	Faible	Haut	Suivi de la situation et arrêt temporaire des activités
Absence d'IMF crédibles dans la zone pour effectuer les octrois de crédits	Moyenne	Haut	Prospection d'autres acteurs financiers qui pourraient être intéressés par l'offre du projet

10. Budget détaillé axé sur les résultats (Efficience)

Budget total du projet : 1 500 000 Euros
Subside demandé : 1 400 000 Euros (incluant max. 7% de frais de structure)
Apport propre OSOL : 100 000 Euros
Projets semblables au Niger et Tchad : voir point 6. « Synergies avec les autres projets/initiatives ».
NB : Sur simple demande, une version exhaustive et analytique du budget peut être proportionnée.

	DESCRIPTION	NIGER	TCHAD	TOTAL	R1%	R2%	R3%
	Coûts Opérationels	**659.393**	**657.257**	**1.316.650**			
	Investissement	4.939	3.110	8.049			
	Equipment durable (>500EUR)	4.939	3.110	8.049	33%	33%	33%
	Fonctionnement	490.769	501.312	992.081			
Biens et services délivrés aux bénéficiaires	A1.1.Étude de marché et prospection pour le choix des filières porteuses	7.622	5.641	13.263	100%		
	A1.2. Analyse participative du volume et de la répartition des tâches non rémunérées et informelles des femmes	7.000	4.000	11.000	100%		
	A1.3. Élaboration d'un guide d'appel à projets avec les autorités, communautés locales et services techniques	1.677	1.677	3.354	100%		
	A1.4.Identification individuelle des jeunes filles et garçons en collaboration avec les associations des jeunes et des femmes.	4.230	3.735	7.965	100%		
	A1.5.Formation professionnelle et technique des jeunes sur l'entrepreneuriat et la filière choisie	9.387	7.744	17.131	100%		
	A1.6. Subvention de 150 projets individuels (jeunes femmes et hommes)	132.059	26.297	158.356	100%		
	A1.7. Subvention de 20 projets collectifs (jeunes femmes et hommes)	0	64.029	64.029	100%		
	A1.8. Appui technique, coaching et accompagnement (continu) des jeunes	28.356	12.806	41.161	100%		
	A2.1. Réhabilitation des infrastructures économiques de base (points d'eau d'irrigation, marchés)	12.653	0	12.653		100%	
	A2.2. Identification des activités/gaps clés et soutien financier aux activités de production, commercialisation et transformation (PCT)	0	65.681	65.681		100%	
	A2.3. Appui en intrants agropastoraux et accompagnement/suivi technique	11.022	0	11.022		100%	
	A2.4. Accompagnement/facilitation des relations entre les bénéficiaires des PCT et autres acteurs d'intérêt via le renforcement des GIE	0	6.372	6.372		100%	
	A2.5. Protection et/ou restauration des espaces agropastoraux dégradés, régénération naturelle assistée via le Cash For Work (CFW)	91.942	138.454	230.396		100%	
	A2.6. Appui aux systèmes d'alerte précoce et renforcement de la coordination avec les autorités publiques (incluant le plaidoyer national)	18.141	30.032	48.174		100%	
	A3.1. Analyse participative des risques et vulnérabilités pour une meilleure justice de genre & résilience	4.000	4000	8.000			100%
	A3.2. Renforcement des capacités et sensibilisation des acteurs locaux sur la gestion non-violente des conflits	18.446	16.769	35.216			100%
	A3.3. Mise en place de cadres de concertation des jeunes pour la paix, la cohabitation pacifique et conscientisation à la citoyenneté active	7.927	7.927	15.855			100%
	A3.4. Organisation de séances publiques de sensibilisation (caravanes et séances théâtrales) sur la cohabitation et la coexistence pacifique	28.965	27.075	56.040			100%
	A3.5. Plaidoyer conjoint avec les associations de jeunes pour la révision des mesures restrictives compromettant l'accès des Moyens d'Existence	15.397	12.958	28.356			100%
Coûts logistiques	Planification, follow-up and evaluation workshops related to goods and services	17.532	13.873	31.404	33%	33%	33%
	Local transport and vehicle rental cost	36.588	11.548	48.136	33%	33%	33%
	International transport	5.183	5.183	10.367	33%	33%	33%
	Vehicle cost	18.934	13.644	32.578	33%	33%	33%
	Office cost	10.778	16.835	27.613	33%	33%	33%
	Communication cost: internet / phone / mailing	2.470	5.031	7.500	33%	33%	33%
	Autres	457	0	457	33%	33%	33%
	Personnel	163.685	152.834	316.519			
	Salaires personnel	163.228	152.377	315.605	33%	33%	33%
	Support Technique	*134.180*	*118.825*	*253.005*	33%	33%	33%
	Support Financier	*20.648*	*18.037*	*38.685*	33%	33%	33%
	Support Logistique	*8.400*	*12.619*	*21.019*	33%	33%	33%
	Perdiem Staff	*0*	*2.897*	*2.897*	33%	33%	33%
	Coûts de formation (Oxfam et partenaires)	457	457	915	33%	33%	33%
	Coûts de Gestion	**42.610**	**42.610**	**85.220**			
	Frais bancaires	610	610	1.220	33%	33%	33%
	Evaluation/Audits	16.000	16.000	32.000	33%	33%	33%
	Frais de mission du siège	8.000	8.000	16.000	33%	33%	33%
	Visibilité, information et communication	1.500	1.500	3.000	33%	33%	33%
	Salaires personnel siège (Oxfam)	16.500	16.500	33.000	33%	33%	33%
	Total Coûts Directs	**702.003**	**699.866**	**1.401.870**			
	Frais de structure	49.140	48.991	98.131			
	TOTAL GENERAL	**751.143**	**748.857**	**1.500.000**			